



## **COMMUNIQUE DE PRESSE :**

### **Une urgence, la justice.**

### **Une nécessité, l'égalité.**

Depuis la mort insupportable du jeune Nahel M. à Nanterre, tué par un policier mardi dernier, des violences urbaines ont éclaté un peu partout sur le territoire. Plusieurs écoles et autres bâtiments publics ont été touchés par des incendies et des dégradations

Comment faire pour que la mise en danger de la population par ces violences, particulièrement dans les quartiers populaires, s'arrête avant d'autres drames ? Comment faire pour stopper la destruction de ce qui reste de la promesse républicaine sur tout le territoire, écoles, mairies, bibliothèques... ? Comment protéger ce qui n'a pas encore été démantelé par une politique libérale de plus en plus inégalitaire ?

Les incendies d'écoles interrogent sur la réalité d'une promesse républicaine que sont souvent seules à porter ces institutions. Plus largement, le mouvement de révolte qui s'exprime est à mettre en regard des sentiments de ségrégation, de « citoyenneté de seconde zone », des discriminations et de l'immense colère devant les inégalités qui explosent dans notre pays. Pourtant, en aucun cas la violence ne peut être une solution et ce n'est pas l'instauration potentielle de l'État d'Urgence qui résoudra les problèmes de fond.

Il y a une urgence, celle de la justice après la mort de Nahel, qui doit s'exercer en toute indépendance, et, une nécessité, que l'égalité républicaine soit enfin mise en œuvre.

Alors que les choix politiques consistent à mettre en concurrence les personnels enseignants et les écoles, ce ne sont pas les discours sans fondement du président Macron à Marseille qui permettront de donner plus aux élèves des quartiers défavorisés. Il y a urgence au contraire à donner aux enseignantes et enseignants les moyens d'accomplir leur mission.

Un investissement massif dans tous les services publics est impératif. Il faut des personnels soignants, éducateurs, enseignants, des bibliothécaires. Il faut des moyens massifs pour l'école, la culture, le sport et les vacances. Il faut des logements décents pour toutes et tous, du travail et des transports gratuits. Il faut une police républicaine formée, qui protège l'ensemble des citoyens et citoyennes, sur tout le territoire. Il faut donner les moyens aux associations de quartiers. C'est de tout cela dont nous avons besoin pour offrir à l'ensemble de la population de réelles perspectives d'avenir.

La FSU-SNUipp partage la vive émotion suscitée par la mort de Nahel. Elle s'associe au deuil de la famille et des proches.

Elle apporte son soutien à toutes les équipes dont les écoles sont abîmées et qui ne pourront pas finir leur année scolaire avec leurs élèves dans la sérénité. Toutes et tous ensemble, faisons en sorte que la jeunesse de ce pays recommence à croire en l'avenir.

*Paris, le 30 juin 2023*